

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2199

[S — C — 98/29306]

30 JUIN 1998. — Décret portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions organiques

Article 1^{er}. Le grade de candidat en kinésithérapie est créé. Ce grade est conféré et le diplôme afférent est délivré au terme du premier cycle de deux ans de l'enseignement supérieur paramédical de type long.

Le grade de licencié en kinésithérapie est créé. Ce grade est conféré et le diplôme afférent est délivré au terme du deuxième cycle de deux ans de l'enseignement supérieur paramédical de type long.

Art. 2. § 1^{er}. Les grades de candidat et de licencié visés à l'article 1^{er} sont conférés et les diplômes y afférents sont délivrés :

— soit par une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française, au sein de laquelle une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie est organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française, conformément aux dispositions du présent décret;

— soit par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 43 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

§ 2. Le grade de candidat en kinésithérapie ne peut être conféré par le jury institué au § 1^{er} que deux ans au moins après que le récipiendaire a satisfait aux conditions d'admission mentionnées à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité.

Le grade de licencié en kinésithérapie ne peut être conféré que deux ans au moins après que le récipiendaire a obtenu le grade de candidat en kinésithérapie.

Art. 3. Les études conduisant au grade et au diplôme de candidat en kinésithérapie, qui ne peuvent comporter plus de 1710 heures d'activités d'enseignement, comportent un minimum de 1500 heures obligatoires d'activités d'enseignement qui, outre 90 heures d'activités d'enseignement laissées à la liberté du pouvoir organisateur de la haute école, sont réparties comme suit :

Intitulé	heures
Chimie-Biochimie	45
Physique	60
Biologie-Histologie	30
Méthodologie générale et de la recherche	30
Statistiques	30
Anatomie	120
Biomécanique-Analyse du mouvement-	
Ergonomie	60
Physiologie générale, spéciale et du mouvement y compris la neurophysiologie	75
Biométrie humaine	45
Education physique et Sports	75
Pathologie générale et spéciale y compris la psychopathologie	75
Premiers soins	30
Hygiène et éducation pour la santé	30
Psychologie générale et clinique	45
Droit-Législation sociale	15
Déontologie-Ethique	15
Education et rééducation motrice, psychomotrice, y compris la mobilisation	390
Massothérapie	90
Thérapie physique	30
Techniques spéciales y compris en psycho-pathologie	75
Examens et bilans — Conception et mise au point des bilans	45

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27518.)

Art. 4. Les études conduisant au grade et au diplôme de licencié en kinésithérapie, qui ne peuvent comporter plus de 1800 heures d'activités d'enseignement, comportent, outre la défense d'un travail de fin d'études, un minimum de 1560 heures obligatoires d'activités d'enseignement qui, outre 120 heures d'activités d'enseignement laissées à la disposition du pouvoir organisateur de la haute école, sont réparties comme suit :

Intitulé	Heures
Pharmacologie	15
Anatomie	30
Biomécanique-Analyse du mouvement-Ergonomie	15
Physiologie générale, spéciale et du mouvement y compris la neurophysiologie	60
Pathologie générale et spéciale y compris la psychopathologie	60
Psychologie générale et clinique	15
Droit-Législation sociale	15
Déontologie-Ethique	30
Massothérapie	30
Thérapie physique	30
Techniques spéciales y compris en psychopathologie	90
Examens et bilans—Concertation et mise au point des traitements	45
Enseignements cliniques et stages	1 005

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er} et § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et par dérogation à l'article 20 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en hautes écoles, au maximum trois hautes écoles officielles subventionnées sont subventionnées pour l'organisation d'une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie. Elles se répartissent comme suit :

1. Zone de Liège visée à l'article 47, 4°, du décret du 5 août 1995 précité : la haute école de la province de Liège « André Vésale »;

2. Zone de Hainaut visée à l'article 47, 3°, du décret du 5 août 1995 précité :

— la haute école provinciale du Hainaut occidental;

— la haute école provinciale Université du travail - Charleroi.

§ 2. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er} et § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et par dérogation à l'article 20 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en hautes écoles, au maximum trois hautes écoles libres subventionnées sont subventionnées pour l'organisation d'une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie. Elle se répartissent comme suit :

1. Zone de Bruxelles-Brabant wallon visé à l'article 47, 5°, du décret du 5 août 1995 précité :

— la haute école « Léonard de Vinci »;

— la haute école Libre de Bruxelles « Il y a Prigogine » - HELB;

2. Zone de Hainaut visée à l'article 47, 3°, du décret du 5 août 1995 précité : la haute école catholique « Charleroi—Europe ».

§ 3. Par dérogation à l'article 20 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en hautes écoles, au maximum deux hautes écoles organisées par la Communauté française comprennent une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie. Elles se répartissent comme suit :

1. Zone de Bruxelles-Brabant wallon visée à l'article 47, 3°, du décret du 5 août 1995 précité : la haute école « Paul-Henri Spaak »;

2. Zone de Luxembourg visée à l'article 47, 1°, du décret du 5 août 1995 précité : la haute école de la Communauté française de Luxembourg - Schumann.

§ 4. Le Gouvernement de la Communauté française fixe la liste des lieux où sont implantées les sections de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie des hautes écoles organisées par la Communauté française.

Une haute école subventionnée par la Communauté française, qui organise une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie, n'est subventionnée à raison de l'organisation de cette section que si le lieu ou les lieux d'implantation de celle-ci sont approuvés par arrêté délibéré en Gouvernement de la Communauté française. Cette approbation est obtenue sur proposition du pouvoir organisateur de la haute école subventionnée par la Communauté française, qui organise une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie.

Le Gouvernement de la Communauté française fixe les modalités et les délais d'introduction des demandes ainsi que les modalités d'approbation ou de refus de pareilles demandes.

Art. 6. § 1^{er}. Les hautes écoles visées à l'article 5 sont autorisées à organiser :

— pendant l'année académique 1998-1999 : la première année du premier cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

— pendant l'année académique 1999-2000 : les deux années du premier cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

— pendant l'année académique 2000-2001 : les deux années du premier cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et la première année du deuxième cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 2;

— à partir de l'année académique 2001-2002 : les deux années du premier cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et les deux années du deuxième cycle visé à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Dans les sections des études de plein exercice conduisant au grade et au diplôme de gradué en kinésithérapie, organisées dans une haute école visée à l'article 5, ces études sont organisées comme suit :

- pendant l'année académique 1998-1999 : la deuxième et la troisième année;
- pendant l'année académique 1999-2000 : la troisième année.

§ 2. Pour autant qu'il ait réussi la partie théorique de l'épreuve de troisième année au cours des années académiques 1998-1999 ou 1999-2000, le diplôme de gradué en kinésithérapie peut être délivré à un étudiant présentant avec succès le mémoire pendant les années académiques 2000-2001 ou 2001-2002.

Le jury d'examens est composé, conformément aux dispositions légales, décrétale et réglementaires en vigueur, par le directeur de la catégorie paramédicale de la haute école où la partie théorique de l'épreuve de troisième année a été réussie.

§ 3. Aux conditions que fixe le Gouvernement, les étudiants qui ont réussi la première année des études conduisant au diplôme de gradué en kinésithérapie sont admis pour l'année académique 1999-2000, en deuxième année du premier cycle des études conduisant au grade et au diplôme de candidat en kinésithérapie.

Ils peuvent, par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 2, et de l'article 2, § 2, du présent décret ainsi que de l'article 17, § 1^{er}, de l'article 29, alinéa 3, et de l'article 33, 3^o, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, obtenir le grade et le diplôme de candidat en kinésithérapie après une année d'études.

§ 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 2, § 2, alinéa 2, du présent décret et de l'article 22, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, et aux conditions que fixe le Gouvernement, les étudiants qui ont réussi la deuxième année des études conduisant au diplôme et au grade de gradué en kinésithérapie sont admis pour l'année académique 2000-2001, en première année du deuxième cycle conduisant au grade et au diplôme de licencié en kinésithérapie.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 7. Par dérogation à l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, les maîtres-assistants et les maîtres de formation pratique qui ne sont pas titulaires d'un diplôme visé à l'article 10, §§ 2 ou 3, de cette loi et qui ont à la date du 30 juin 1998 une ancienneté de service de deux ans au moins dans l'enseignement conduisant dans l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice au diplôme de gradué en kinésithérapie, sont réputés à titre personnel et pour l'application du seul article 10 de la loi du 7 juillet 1970 précité posséder les titres de capacité pour exercer dans l'enseignement supérieur de type long.

Art. 8. Le coût des traitements des maîtres-assistants et des maîtres de formation pratique d'une haute école visée à l'article 20, § 4, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en hautes écoles, qui, à la date du 1^{er} janvier 1998, étaient nommés ou engagés à titre définitif en fonction principale à raison d'au moins 80% de leur charge dans l'enseignement conduisant dans l'enseignement supérieur paramédical de plein exercice au diplôme de gradué en kinésithérapie et sont mis en disponibilité par défaut d'emploi, à partir du 1^{er} septembre 1998 et au plus tard le 1^{er} septembre 2001, conformément à l'article 27, § 2, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est ajouté au montant visé à l'article 11, 2^o, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives*

Art. 9. L'article 1^{er}, III, a), de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, modifié par les lois des 9 avril 1965, 3 mars 1970, 7 avril 1971, 28 mai 1971, 18 février 1977, 15 juillet 1985 et le décret du 19 juillet 1993, est complété comme suit :

« 14^e de candidat en kinésithérapie et de licencié en kinésithérapie, ceux qui ont obtenu le diplôme de ces grades dans une haute école conformément à la loi et au décret ».

Art. 10. § 1^{er}. A l'article 11, 2^o, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont ajoutés les mots « ainsi que le coût des traitements des membres du personnel visé à l'article 8 du décret du... 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ».

§ 2. A l'article 15, 6^o, du même décret, les mots « la catégorie visée à l'article 12, 4^o, du décret » sont remplacés par les mots « les formations en un cycle et les formations en deux cycles de la catégorie visée à l'article 12, 4^o, du décret. »

Art. 11. A l'article 20 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, est inséré un nouveau paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, le Gouvernement peut autoriser, selon des modalités qu'il arrête, avant l'année académique 1998-1999, une haute école visée à l'article 5, §§ 1^{er} à 3, du décret portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, qui renonce à organiser avant cette même année académique, une section de l'enseignement supérieur paramédical de type long en kinésithérapie, à organiser une nouvelle section, une nouvelle option ou une nouvelle étude de spécialisation de type court, pour autant que la nouvelle section, la nouvelle option ou la nouvelle étude de spécialisation soit organisée au plus tard à partir de l'année académique 1999-2000.

Art. 12. A l'article 71 du même décret, l'alinéa suivant est inséré après le 5^e alinéa :

« Pour les hautes écoles organisant une catégorie paramédicale, si le directeur de la catégorie paramédicale n'est pas docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré par une faculté de médecine et inscrit à l'Ordre des médecins, la surveillance scientifique est exercée par un docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré par une faculté de médecine et inscrit à l'Ordre des médecins qui porte le titre de « conseiller médical ». »

Art. 13. A l'article 40, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots suivants « Dans l'enseignement supérieur paramédical, les examens nécessitant la présence de patients ne sont pas publics » sont insérés après la première phrase.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 14. A l'article 28 du même décret, est inséré un nouveau paragraphe 3 rédigé comme suit :

« Les autorités des hautes écoles organisant des études de kinésithérapie conformément au décret du... portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française remettent à tout étudiant qui s'inscrit à une année d'études des études visées à l'article 1^{er} de ce même décret, un document reprenant toutes les informations susceptibles de concerner cet étudiant à l'issue de ses études, et notamment les dispositions légales, décrétale et réglementaires relatives à l'application d'un mécanisme de limitation des titres professionnels particuliers visés à l'article 35ter de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales ».

Art. 15. § 1^{er}. En ce qui concerne l'enseignement de plein exercice, la première année des études conduisant au diplôme et au grade de gradué en kinésithérapie n'est plus organisée à partir de l'année académique 1998-1999.

En ce qui concerne l'enseignement de plein exercice, les première et deuxième années des études conduisant au diplôme et au grade de gradué en kinésithérapie ne sont plus organisées à partir de l'année académique 1999-2000.

En ce qui concerne l'enseignement de plein exercice, il n'est plus organisé d'études conduisant au diplôme et au grade de gradué en kinésithérapie à partir de l'année académique 2000-2001.

§ 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes est complété par l'alinéa suivant : « A partir de l'année académique 2000-2001, le présent arrêté n'est plus applicable à l'enseignement de plein exercice de la kinésithérapie organisé par une haute école, à l'exception des articles 4, 7 et 8 ».

§ 3. Le jury d'examen d'enseignement supérieur visé à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuses, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie, peut conférer le grade de gradué en kinésithérapie et délivrer le diplôme y afférent, conformément à l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, jusqu'au 31 octobre 2002.

Art. 16. § 1^{er}. L'article 12, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme est abrogé.

§ 2. L'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes est abrogé.

§ 3. L'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e) est abrogé.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} août 1998 à l'exception des articles 5 et 11 qui produisent leurs effets le 1^{er} mai 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juin 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Note

(1) Session 1997-1998

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 244-1. — Amendements de commission, n° 244-2, 3, 4 et 5. — Sous-amendement de commission, n° 244-6. — Rapport, n° 244-7.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 juin 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2199

[S — C — 98/29306]

30 JUNI 1998. — Decreet tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type
in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde gesubsidieerde Hogescholen

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Organieke bepalingen*

Artikel 1. De graad van kandidaat in de kinesitherapie wordt ingesteld. Deze graad wordt verleend en het passend diploma wordt uitgereikt na afloop van de eerste cyclus van twee jaar van het paramedisch hoger onderwijs van het lange type.

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 27522.)

De graad van licentiaat in de kinesitherapie wordt ingesteld. Deze graad wordt verleend en het passend diploma wordt uitgereikt na afloop van de tweede cyclus van twee jaar van het paramedisch hoger onderwijs van het lange type.

Art. 2. § 1. De graden van kandidaat en licentiaat bedoeld in artikel 1 worden verleend en de passende diploma's worden uitgereikt :

— hetzij door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogeschool waarbinnen de Franse Gemeenschap een afdeling van het paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie organiseert, subsidieert of erkent overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

— hetzij door een examencommissie die werd ingesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

§ 2. De examencommissie, bedoeld in § 1, kan de graad van kandidaat in de kinesitherapie pas minstens twee jaar nadat de geslaagde voldeed aan de toetredingsvoorraarden zoals bepaald in artikel 22, § 1, lid 1 van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995, toekennen.

De graad van licentiaat in de kinesitherapie kan pas minstens twee jaar nadat de geslaagde de graad van kandidaat in de kinesitherapie kreeg, worden toegekend.

Art. 3. De studies die tot de graad en het diploma van kandidaat in de kinesitherapie leiden en die niet meer dan 1 710 uur onderwijsactiviteiten mogen omvatten, bestaan uit een minimum van 1 500 uur verplichte onderwijsactiviteiten - naast de 90 uur onderwijsactiviteiten die de inrichtende macht van de hogeschool zelf invult, die als volgt zijn verdeeld :

Titel	Uren
Chemie-Biochemie	45
Fysica	60
Biologie-Histologie	30
Algemene en onderzoeks-methodiek	30
Statistieken	30
Anatomie	120
Biomechanica - Bewegingsanalyse - Ergonomie	60
Algemene, speciale en bewegingsfysiologie, inclusief neurofysiologie	75
Menselijke biometrie	45
Lichamelijke Opvoeding en Sport	75
Algemene en speciale pathologie, inclusief psychopathologie	75
Eerste hulpverlening	30
Hygiëne en gezondheidsopvoeding	30
Algemene en klinische psychologie	45
Recht - Sociale wetgeving	15
Deontologie - Ethisiek	15
Motorische en psychomotorische opvoeding en revalidatie, inclusief beweging	390
Massotherapie	90
Fysieke therapie	30
Speciale technieken, inclusief in psychopathologie	75
Onderzoeken en check-up - Concept en bijwerking check-up	45

Art. 4. De studies die tot de graad en het diploma van licentiaat in de kinesitherapie leiden en die niet meer dan 1 800 uur onderwijsactiviteiten mogen omvatten, bestaan, naast de verdediging van een eindverhandeling, uit een minimum van 1 560 uur verplichte onderwijsactiviteiten - naast de 120 uur onderwijsactiviteiten die de inrichtende macht van de hogeschool zelf invult, die als volgt zijn verdeeld :

Titel	Uren
Farmacologie	15
Anatomie	30
Biomechanica - Bewegingsanalyse - Ergonomie	15
Algemene, speciale en bewegingsfysiologie, inclusief neurofysiologie	60
Algemene en speciale pathologie, inclusief psychopathologie	60
Algemene en klinische psychologie	15

Titel	Uren
Recht - Sociale wetgeving	15
Deontologie - Ethiek	30
Massotherapie	30
Fysieke therapie	30
Speciale technieken, inclusief in de psychopathologie	90
Onderzoeken en check-up - Overleg en bijwerking behandelingen	45
Klinische vakken en stages	1 005

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 24, § 1 en § 2, 8° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in afwijking van artikel 20 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen worden maximum drie officiële en gesubsidieerde hogescholen gesubsidieerd voor de organisatie van een afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie. Deze zijn als volgt verdeeld :

1. Het gebied Luik zoals bedoeld in artikel 47, 4° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 : de hogeschool van de provincie Luik : « André Vésale »;
2. Het gebied Henegouwen zoals bedoeld in artikel 47, 3° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 :
 - de provinciale hogeschool van West-Henegouwen;
 - de provinciale hogeschool Arbeidsuniversiteit - Charleroi.

§ 2. In afwijking van artikel 24, § 1 en § 2, 8° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in afwijking van artikel 20 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen worden maximum drie gesubsidieerde vrije hogescholen gesubsidieerd voor de organisatie van een afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie. Deze zijn als volgt verdeeld :

1. Het gebied Brussel-Waals Brabant zoals bedoeld in artikel 47, 5° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 :
 - de hogeschool : « Leonardo da Vinci »;
 - de Vrije hogeschool van Brussel - Ilya Prigogine - HELB;
2. Het gebied Henegouwen zoals bedoeld in artikel 47, 3° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 : de katholieke hogeschool « Charleroi - Europe ».

§ 3. In afwijking van artikel 20 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de organisatie van het Hoger Onderwijs in hogescholen omvatten maximum twee door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, een afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie. Deze zijn als volgt verdeeld :

1. Het gebied Brussel-Waals Brabant zoals bedoeld in artikel 47, 3° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 : de hoge school : « Paul-Henri Spaak »;
2. Het gebied Luxemburg zoals bedoeld in artikel 47, 1° van hoger vermeld decreet van 5 augustus 1995 : de hogeschool van de Franse Gemeenschap van Luxemburg - Schumann.

§ 4. De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de lijst op van de vestigingen van de afdelingen paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen.

Een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool die een afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie organiseert, wordt slechts gesubsidieerd voor deze organisatie indien de vestiging of vestigingen werden goedgekeurd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze goedkeuring wordt verkregen op voorstel van de inrichtende macht van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogeschool die een afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie organiseert.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor het indienen van de verzoeken, alsook de goedkeurings- of afwijzingsmodaliteiten van dergelijke verzoeken.

Art. 6. § 1. De hogescholen bedoeld in artikel 5 hebben volgende onderwijsbevoegdheid :

- tijdens het academiejaar 1998-1999 : het eerste jaar van de eerste cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 1;
- tijdens het academiejaar 1999-2000 : de twee jaren van de eerste cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 1;
- tijdens het academiejaar 2000-2001 : de twee jaren van de eerste cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 1, en het eerste jaar van de tweede cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 2;
- tijdens het academiejaar 2001-2002 : de twee jaren van de eerste cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 1 en de twee jaren van de tweede cyclus zoals vermeld in artikel 1, lid 2.

In de afdelingen van de studies met volledig leerplan die tot de graad en het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie leiden, georganiseerd in een hogeschool die wordt vermeld in artikel 5, worden deze studies als volgt georganiseerd :

- tijdens het academiejaar 1998-1999 : het tweede en het derde jaar;
- tijdens het academiejaar 1999-2000 : het derde jaar.

§ 2. Het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie kan worden uitgereikt aan elke student die in de loop van de academiejaren 1998-1999 of 1999-2000 geslaagd is voor het theoretisch deel van de examens van het derde jaar en met succes zijn scriptie in de loop van de academiejaren 2000-2001 of 2001-2002 heeft voorgesteld.

Overeenkomstig de geldende wets-, decreet- en verordeningenbepalingen is de examencommissie samengesteld uit de directeur van de categorie paramedisch onderwijs van de hogeschool waarin het theoretisch deel van de examens van het derde jaar met succes werd afgelegd.

§ 3. Onder de voorwaarden die de Regering bepaalt, worden studenten die slaagden voor het eerste studiejaar dat leidt naar het diploma van gegradsueerde in de kinesitherapie, voor het academiejaar 1999-2000 toegelaten in het tweede jaar van de eerste studiecyclus die leidt tot de graad en het diploma van kandidaat in de kinesitherapie.

In afwijking van de bepalingen van artikel 1, lid 2 en van artikel 2, § 2 van onderhavig decreet alsook van artikel 17, § 1, van artikel 29, lid 3 en van artikel 33, 3° van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, kunnen ze de graad en het diploma van kandidaat in de kinesitherapie krijgen na één studiejaar.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 2, § 2, lid 2, van onderhavig decreet en van artikel 22, § 2 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en onder de voorwaarden die de Regering bepaalt, worden de studenten die geslaagd zijn in het tweede studiejaar dat tot de graad van gegradsueerde in de kinesitherapie leidt, in het academiejaar 2000-2001 toegelaten tot het eerste jaar van de tweede cyclus die leidt tot de graad en het diploma van licentiaat in de kinesitherapie.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 7. In afwijking van artikel 10 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, worden de assistent-lectoren en de praktijklectoren die geen houder zijn van een diploma bedoeld in artikel 10, §§ 2 of 3 van deze wet en die op datum van 30 juni 1998 een anciënniteit hebben van minstens twee dienstjaren in het onderwijs dat in het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan leidt tot het diploma van gegradsueerde in de kinesitherapie, op persoonlijke titel en voor de toepassing van artikel 10 van hoger vermelde wet van 7 juli 1970 verondersteld de bekwaamheidsbewijzen te bezitten die vereist zijn om te onderwijzen in het hoger onderwijs van het lange type.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 27, § 2 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt de kostprijs van de bezoldiging van de assistent-lectoren en de praktijklectoren van een hogeschool bedoeld in artikel 20, § 4 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, die op datum van 1 januari 1998 definitief waren benoemd of aangeworven in een hoofdfunctie ten behoeve van minstens 80% van het volume van hun opdracht in het onderwijs dat in het paramedisch hoger onderwijs met volledig leerplan leidt tot het diploma van gegradsueerde in de kinesitherapie, en die bij gebrek aan werk vanaf 1 september 1998 en ten laatste op 1 september 2001 beschikbaar worden, toegevoegd aan het bedrag bedoeld in artikel 11, 2° van het decreet van 9 september 1996 houdende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 9. Artikel 1, III, a) van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij de wetten van 9 april 1965, 3 maart 1970, 7 april 1971, 28 mei 1971, 18 februari 1977, 15 juli 1985 en het decreet van 19 juli 1993 wordt als volgt aangevuld :

« 14° van kandidaat in de kinesitherapie en van licentiaat in de kinesitherapie, zij die overeenkomstig de wet en het decreet, het diploma van deze graden kregen in een hogeschool. »

Art. 10. § 1. Artikel 11, 2° van het decreet van 9 september 1996 houdende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, wordt aangevuld met volgende woorden : « alsook de kostprijs van de bezoldiging van de personeelsleden bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen. »

§ 2. In artikel 15, 6° van hetzelfde decreet worden de woorden : « de categorie bedoeld in artikel 12, 4° van het decreet » vervangen door de woorden « de opleidingen in één cyclus en de opleidingen in twee cycli van de categorie bedoeld in artikel 12, 4° van het decreet ».

Art. 11. In artikel 20 van het decreet van 5 augustus 1995 dat de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen bepaalt, wordt een nieuwe paragraaf 4 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 4. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 van onderhavig artikel kan de Regering een hogeschool bedoeld in artikel 5, §§ 1 tot 3 van het decreet tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen die vóór datzelfde academiejaar geen afdeling paramedisch hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie wenst te organiseren, toelaten om - volgens de modaliteiten die ze zelf bepaalt - een nieuwe afdeling, een nieuwe optie of een nieuwe specialisatie van het korte type te organiseren, met dien verstande dat de nieuwe afdeling, de nieuwe optie of de nieuwe specialisatie ten laatste vanaf het academiejaar 1999-2000 worden georganiseerd.

Art. 12. In artikel 71 van hetzelfde decreet wordt volgend lid na het 5de lid toegevoegd :

« Voor de hogescholen die een categorie paramedisch onderwijs organiseren en waarvan de directeur van de categorie paramedisch onderwijs geen houder is van een diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, afgeleverd door een faculteit geneeskunde en geen lid is van de Orde der Geneesheren, wordt de wetenschappelijke controle uitgeoefend door een doctor in de genees-, heel- en verloskunde met een diploma dat werd afgeleverd door een faculteit geneeskunde, die lid is van de Orde der Geneesheren en de titel van « medisch adviseur » draagt ».

Art. 13. In artikel 40, lid 1 van hetzelfde decreet worden volgende woorden toegevoegd na de eerstezin : « In het paramedisch hoger onderwijs zijn de examens die de aanwezigheid van patiënten vereisen, niet openbaar. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotpalingen*

Art. 14. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf 3 die als volgt werd opgesteld :

« De machten van de hogeschool die - overeenkomstig het decreet van 30 juni 1998 tot instelling van het hoger onderwijs van het lange type in de kinesitherapie binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen - studies van kinesitherapie organiseren, geven elke student bij zijn inschrijving voor een studiejaar van de studies bedoeld in artikel 1 van hetzelfde decreet, een document met alle informatie die de student kan gebruiken na afloop van zijn studies, meer bepaald de wets-, decreet- en verordeningenbepalingen betreffende de toepassing van een mechanisme ter beperking van het aantal particuliere beroepstitels bedoeld in artikel 35ter van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en betreffende de geneeskundige commissies. »

Art. 15. § 1. Wat het onderwijs met volledig leerplan betreft, wordt het eerste jaar van de studies die tot het diploma en de graad van gegradueerde in de kinesitherapie leiden, niet meer georganiseerd vanaf het academiejaar 1998-1999.

Wat het onderwijs met volledig leerplan betreft, worden het eerste en het tweede jaar van de studies die tot het diploma en de graad van gegradueerde in de kinesitherapie leiden, niet meer georganiseerd vanaf het academiejaar 1999-2000.

Wat het onderwijs met volledig leerplan betreft, worden de studies die tot het diploma en de graad van gegradueerde in de kinesitherapie leiden, niet meer georganiseerd vanaf het academiejaar 2000-2001.

§ 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, wordt aangevuld met volgend lid : « Met uitzondering van de artikelen 4, 7 en 8 is onderhavig besluit vanaf academiejaar 2000-2001 niet langer geldig voor het onderwijs met volledig leerplan in de kinesitherapie die door een hogeschool wordt georganiseerd. »

§ 3. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, mag de examencommissie voor hoger onderwijs bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Executieve van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verple(e)g(st)er, gespecialiseerd geïnformeerd verple(e)g(st)er, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, de graad van gegradueerde in de kinesitherapie toekennen en het passend diploma uitreiken tot 31 oktober 2002.

Art. 16. § 1. Artikel 12, lid 3 van het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, wordt opgeheven.

§ 2. Artikel 14, lid 2 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, wordt opgeheven.

§ 3. Artikel 8, lid 2 van het besluit van de Regering van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en geïnformeerd(e) verpleger en verpleegster wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 augustus 1998, met uitzondering van de artikelen 5 en 11 die uitwerking hebben met ingang van 1 mei 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) Zitting 1997-1998

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 244-1. — Commissieamendementen, nrs. 244-2, 3, 4
en 5. — Subcommissieamendement, nr. 244-6. — Verslag nr. 244-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanname. Vergadering van 23 juni 1998.



F. 98 — 2200

[C — 98/29327]

**30 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 5, § 4, du décret
du 30 juin 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des Hautes
Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 20, § 4, du décret du
5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu l'article 5, § 4, du décret du 30 juin 1998 portant création de l'enseignement supérieur de type long en kinésithérapie au sein des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'article 20, § 4, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu le protocole du 24 avril 1998 de la concertation avec l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire;